



Communiqué de presse AG/SHC/3797

Troisième Commission
34^e séance – matin

**TROISIÈME COMMISSION: APPELS À ASSURER LA PRÉÉMINENCE DES DROITS DE
L'HOMME DANS LE SYSTÈME DES NATIONS UNIES ET À REMÉDIER AUX LACUNES DU
CADRE INSTITUTIONNEL**

**Le Liechtenstein propose de limiter le débat
de la Commission des droits de l'homme aux questions thématiques**

La conclusion du débat sur les questions relatives aux droits de l'homme a été l'occasion pour certaines délégations de la Troisième Commission d'examiner les lacunes du cadre institutionnel de protection des droits de l'homme, tant au niveau international qu'au niveau de chaque État, et de placer le débat dans le contexte plus large de la réforme d'ensemble des Nations Unies lancée par le Secrétaire général, Kofi Annan.

...

Fin du débat général

...

Mme NADYA RASHEED, Observateur permanent de la Palestine auprès des Nations Unies, a affirmé que durant la période à l'examen, la puissance occupante avait continué impitoyablement à commettre des crimes de guerre, à pratiquer le terrorisme d'État et à violer les droits de l'homme. Elle a rappelé que 3 440 Palestiniens avaient été tués par les forces d'occupation israéliennes depuis septembre 2000. De plus, 50 000 Palestiniens ont été blessés et parmi eux, des milliers sont à jamais invalides. Des milliers de gens ont aussi été emprisonnés, dont beaucoup ont subi de graves tracasseries, des punitions, des insultes, et même des actes de torture de la part de la force occupante, a-t-elle poursuivi, indiquant qu'aujourd'hui, plus de 6 000 Palestiniens, dont 350 enfants et 75 femmes sont encore détenus dans les prisons et les centres de détention israéliens dans les conditions les plus déplorables, sans hygiène, et avec des droits de visite très restreints y compris pour les familles et les représentants légaux.

Des milliers de maisons, d'abris et de biens aussi bien que d'infrastructures vitales, celles de l'eau et de l'électricité, mais aussi les routes, ont été endommagés voire même complètement et délibérément détruits, a ajouté l'observatrice. La destruction de ces biens s'est accrue parallèlement à la construction par Israël d'un mur « expansionniste » dans les territoires occupés, qui a laissé une fois de plus des milliers de Palestiniens dépossédés et déplacés. Le caractère illégal de ce mur a pourtant été souligné dans l'avis rendu par la Cour internationale de Justice le 9 juillet 2004. En dépit du caractère illégal de leur occupation, le nombre des colons a encore augmenté rapidement, pour atteindre environ 400 000 colons illégalement installés dans le territoire palestinien occupé, y compris dans Jérusalem-Est. Le seul moyen d'assurer que les Palestiniens jouissent de leurs droits fondamentaux est de mettre fin à l'occupation, a conclu l'observatrice de la Palestine.

...

M. MOHD RADZI ABDUL RAHMAN (Malaisie) a déclaré que le niveau d'attention porté par le Haut Commissaire aux droits de l'homme, Louise Arbour, à la promotion du droit au développement était un signe prometteur. Il a souhaité toutefois que le Haut Commissaire clarifie ce qu'elle entend par droit au développement. Pour la Malaisie, le processus d'intégration du concept des droits de l'homme dans les efforts de développement doit être distinct du processus d'intégration du droit au développement à la promotion et la protection des droits de l'homme. Comme l'a défini l'expert indépendant, le droit au développement est le droit à un processus devant permettre à tous les êtres humains de jouir de tous leurs droits humains et libertés fondamentales. Abordant ensuite la situation au Moyen-Orient, le représentant a appelé les États à faire pression sur Israël pour qu'il mette un terme aux violations des droits des Palestiniens. Il a également fait part de la préoccupation que lui inspirent les activités d'entreprises étrangères dans les territoires occupés notamment Caterpillar qui a fourni des tracteurs modifiés et armés à la puissance occupante.

...

M. SAMI ZEIDAN (Liban) a dit appuyer l'objectif du Haut Commissariat aux droits de l'homme de renforcer le dialogue avec les gouvernements, la société civile et le milieu académique. Il a salué le rapport du Rapporteur spécial, John Dugard, sur la situation des droits de l'homme en Palestine, et a réaffirmé la nécessité de parvenir à un règlement juste et durable du conflit israélo-palestinien, conformément aux résolutions des Nations Unies et traitant la question des réfugiés, y compris la garantie du droit de retour du peuple palestinien sur son sol. Il a par ailleurs réitéré l'engagement de son gouvernement en faveur des droits de femmes et de l'interdiction de la torture. À ce titre, il a appelé la communauté internationale à coopérer avec le Rapporteur spécial chargé de cette dernière question. Il a souligné qu'il ne fallait pas lutter contre le terrorisme au mépris de la protection des droits de l'homme ou en oblitérant le droit à l'autodétermination. Il a appelé le Rapporteur spécial sur l'exécution extrajudiciaire de s'intéresser aux agissements d'États qui infligent des punitions collectives, des bombardements et des assassinats ciblés sur des civils au nom de la lutte contre le terrorisme. Il a en outre souligné l'importance de la coopération intergouvernementale dans le cadre de la gestion des flux migratoires et a par ailleurs appelé à la finalisation dans les meilleurs délais de la convention sur les droits des personnes handicapées.

...

Droits de réponse

...

Le représentant d'Israël a mis en cause la partialité du Rapporteur spécial John Dugard sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés. Il a affirmé que le Rapporteur se souciait peu de ce que la société palestinienne soit prospère ou non. Il a redit que le Gouvernement israélien restait attaché à la solution de deux États, mais qu'Israël considérait qu'il devait défendre son État face aux actes terroristes et aux bombes humaines. Il a fait remarquer que son pays avait pris l'initiative majeure de se retirer de Gaza et des implantations, et il a espéré que les Palestiniens saisiraient cette opportunité pour ouvrir le dialogue et mettre un terme à la violence.

...

L'Observateur de la Palestine a contesté l'engagement sincère d'Israël à l'application de la Feuille de route, puisqu'Israël avait émis 14 réserves sur cette feuille de route. Déplorant les victimes civiles des attentats, elle a insisté qu'Israël devait mettre un terme à l'occupation pour assurer la sécurité de sa population.

...